

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOPREMA SOPRALOOP

16 rue du Rheinfeld
67100 STRASBOURG

Code AIOT : 0006703193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement SOPREMA SOPRALOOP implanté 16 rue du Rheinfeld 67100 STRASBOURG. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPREMA SOPRALOOP
- 16 RUE DU RHEINFELD 67100 Strasbourg
- Code AIOT : 0006703193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine SOPREMA-SOPRALOOP de la rue du Rheinfeld est implantée dans un bâtiment autorisé en 2003, construit conformément à la réglementation sur les entrepôts et comportant une charpente en béton. Les activités qu'y exerce aujourd'hui SOPREMA sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17/12/2018 : recyclage mécanique et chimique de matières plastiques, broyage de caoutchouc synthétique, stockage de matières premières et de produits finis de l'usine de la rue de Saint-Nazaire.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance PFAS	Arrêté Préfectoral du 09/10/2024, article 1er	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 09/10/2024 est levée de fait.

L'exploitant prévient l'inspection des installations classées de toute reprise d'activité des lignes générant des eaux résiduelles.

Commentaires de l'inspection hors point de contrôle :

Lors de la visite, l'inspection constate une rangée d'arbres de plusieurs mètres de haut affleurant le mur nord du bâtiment (présentant une faible résistance au feu). Au nord de cette rangée d'arbres, séparés par une voie de circulation à sens unique, se trouve un stockage de matériaux combustibles. Au nord de ce stockage de matériaux combustibles, séparés également par une voie de circulation à sens unique, se trouve une nouvelle rangée d'arbres.

L'exploitant est invité à se questionner sur les risques de propagation d'un incendie engendrés par cette disposition de végétation et de matériaux combustibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/10/2024, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance PFAS
Prescription contrôlée : La société SOPREMA, dont le siège social est situé 14 rue de St Nazaire 67000 STRASBOURG, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation des rubriques ICPE 2791 et 3410, située 16 rue du Rheinfeld 67100 STRASBOURG, dans un délai de 3 mois, les prescriptions de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 reprises ci-après : « L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté ministériel du 28/04/2014 susvisé ».

Constats :

L'exploitant a été mis en demeure le 09 octobre 2024 de réaliser des analyses des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux de ses installations, suite à la parution de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Par courriel précédant la visite, l'exploitant indique que ses installations ne rejettent aucune eau résiduaire. En effet, la ligne relative à la rubrique 2791 de l'installation (qui, en théorie, doit rejeter des eaux résiduaires) n'a pas été mise en service. La ligne relative à la rubrique 3410, quant à elle, génère des déchets aqueux, mais ces derniers sont collectés en grands récipients pour vrac de 1000 litres (GRV) et transmis à un prestataire de traitement de déchets.

Lors de la visite, l'inspection constate en effet qu'aucune eau n'est rejetée vers le réseau d'assainissement. L'exploitant ne peut donc pas procéder à des analyses de PFAS dans ses rejets aqueux.

La mise en demeure du 09 octobre 2024 est levée de fait.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure